

Données de catalogage avant publication de la Bibliothèque nationale du Canada

Vedette principale au titre :

S'inspirer de l'excellence pour réaliser l'évolution : recueil préparé dans le cadre du colloque organisé par la FCRR

Textes présentés lors d'un colloque tenu à Vancouver, C.-B., du 2 au 4 mars 2001.

En tête du titre : Pratiques exemplaires 2001. Document de référence.

Texte en français et en anglais, tête-bêche.

ISBN 0-9687982-2-5

I. Racisme, Lutte contre le--Canada--Congrès. 2. Canada--Relations raciales--Congrès.

I Fondation canadienne des relations raciales. II. Titre: Inspiring excellence to achieve change.

FCI04.I57 2001

305.8'00971

C2001-900192-4F

F1035.A1157 2001

Historique de la Fondation et mandat	3
Programme de reconnaissance de l'excellence	3
Préambule	4
Introduction	5
Gagnant du Prix d'excellence	6
La Ville de Saint-Laurent	6
Gagnants des Prix de distinction	9
Students and Teachers Opposing Prejudice	9
Young People's Press	11
Finalistes	13
Droits des peuples autochtones	13
Chippewas de la Première Nation Nawash	13
Femmes Autochtones du Québec	13
Développement communautaire	14
Cole Harbour Community Radio Society	14
Community Advocates for Rights with Responsibility	15
Edmonton's Womens Shelter	16
Sioux Lookout Anti-Racism Committee	16
Social Planning Council of Winnipeg	17
Women's Rights Action Coalition of Durham	18
Participation des jeunes à la lutte	19
Durham District School Board	19
Le Groupe Jeunesse Francophone	19
Regional Multicultural Youth Council	20
Initiatives dans le domaine de l'éducation	21
Association canadienne des enseignants noirs	21
Faculté d'éducation, Université York	21
Organisation des services aux immigrants d'Ottawa-Carleton	22
The Elementary Teachers' Federation of Ontario	23
Innovations dans le domaine des arts	23
Artists Against Racism	23
Theatre for Living Society/ Headlines Theatre	24
Conseil des arts du Canada	25
Recours juridiques	25
Conseil national des canadiens chinois	25
Barreau du Haut-Canada	26
Éducation du public	27
Canadians for a Genocide Museum	27
Latin American Coalition Against Racism	27
Ligue des droits de la personne de B'nai Brith Canada	28
Ministère du Multiculturalisme et de l'Immigration (C.-B.)	29
Vancouver Holocaust Education Centre	29
Westcoast Coalition for Human Dignity	30
Candidats au Prix d'excellence 2001	31
Liste de références	32

Historique de la Fondation et mandat

Créée en 1988, à la suite de l'Entente de redressement à l'égard des Canadiens japonais, la Fondation canadienne des relations raciales s'est engagée à être au premier plan des initiatives visant à combattre le racisme et toutes les formes de discrimination raciale au Canada.

La Fondation a officiellement débuté ses activités en novembre 1997. Bien que ses bureaux soient situés à Toronto, elle exerce ses activités dans l'ensemble du pays. La Fondation est un organisme autonome; ses dirigeants et employés ne font pas partie de l'administration publique fédérale. Son budget de fonctionnement annuel, d'environ deux millions de dollars, provient de revenus générés par un fonds de dotation versé initialement par le gouvernement fédéral et par des collectes de fonds. Elle est enregistrée comme organisme de charité.

La Fondation s'est engagée à instaurer un réseau national consacré à la lutte contre le racisme dans la société canadienne. Elle cherchera à mettre en lumière les causes et manifestations du racisme, s'exprimera ouvertement et agira à titre de chef de file national indépendant. Grâce à la compétence de ses ressources, elle facilitera la concrétisation des droits de tous les Canadiens et de toutes les Canadiennes en matière d'équité, d'égalité et de justice sociale.

Programme de reconnaissance de l'excellence

Le Prix d'excellence de la Fondation canadienne des relations raciales vise à reconnaître les organismes publics, privés ou bénévoles qui font preuve d'excellence ou d'innovation dans le domaine des relations interethniques au Canada. Des prix totalisant 20 000 \$ en espèces et un trophée sont accordés dans le cadre d'un colloque biennal. Le Programme de reconnaissance de l'excellence contribue à la réalisation de la mission de la Fondation qui est d'éliminer le racisme au Canada, de reconnaître les pratiques exemplaires et de souligner l'excellence dans le domaine des relations raciales, de recueillir de l'information et du matériel visant à éliminer le racisme, d'établir des partenariats avec un vaste ensemble d'organismes et de célébrer les victoires remportées dans la lutte contre le racisme au Canada.

Les prix accordés ont pour but de récompenser les organismes dont les pratiques novatrices :

- se distinguent par leur excellence dans la lutte contre le racisme
- comportent une approche systémique ou institutionnelle du changement
- font intervenir des partenaires, des membres des groupes racisés et des Autochtones de la collectivité
- donnent des résultats positifs bien précis et significatifs
- constituent une source d'inspiration et d'apprentissage pour les autres.

Préambule

Le colloque du Prix d'excellence 2001 de la FCRR, intitulé « S'inspirer de l'excellence pour réaliser l'évolution », réunira plus de 125 spécialistes des relations raciales et intervenants du domaine. Il a pour but de favoriser l'échange d'information et d'idées et de consolider les réseaux existant dans le domaine de la lutte contre le racisme. L'accent sera mis sur la définition et l'examen de programmes et d'initiatives qui contribuent à promouvoir le changement social. Des conférenciers, des séances plénières et des discussions en petits groupes se concentreront sur les principaux enjeux et les sujets d'actualité, notamment sur les questions relatives aux groupes racisés et au racisme à l'échelle nationale et internationale. Des mesures ont été prises pour donner particulièrement le droit de parole aux jeunes et aux membres des peuples autochtones. La présentation du Prix d'excellence 2001 et des Prix de distinction constitue l'un des points saillants de la rencontre.

Ce colloque vise plusieurs objectifs :

favoriser un dialogue productif entre les spécialistes et les intervenants du domaine des relations raciales
sensibiliser et informer les groupes et organismes canadiens, en particulier ceux de la Colombie-Britannique, en ce qui a trait aux programmes et initiatives de la FCRR

- organiser une soirée gala en l'honneur des gagnants du Prix d'excellence
- présenter les pratiques exemplaires préconisées par les gagnants du Prix d'excellence
- soulever les questions auxquelles sont confrontés les jeunes et les membres des peuples autochtones et les intégrer à l'ordre du jour de la conférence afin d'y trouver des solutions
- se pencher sur la situation du Canada en matière de lutte contre le racisme et en discuter en prévision de la Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme qui aura lieu en Afrique du Sud en août 2001.

La première journée du Colloque a pour thème « Les gagnants du Prix d'excellence et la FCRR ». Dans le cadre des activités de la journée, les organismes se regrouperont pour participer à des ateliers portant sur leur secteur d'activités particulier. Les deuxième et troisième journées ont respectivement pour thème : « L'avenir, c'est maintenant! – Mesures concrètes en vue de la transition » et « Le Canada sur la scène internationale : De nouvelles frontières favoriseront-elles l'activisme? »

La source d'inspiration

En 1998, la Ville de Saint-Laurent a entrepris l'ambitieux projet d'élaborer et de mettre en application une politique interculturelle dans l'ensemble de la municipalité. En mars 2000, la politique était officiellement en vigueur. S'il est vrai que la communauté était pendant un certain temps principalement composée de francophones et d'anglophones, plusieurs vagues d'immigration ont changé cette composition démographique qui reflète maintenant près de 50 % d'immigrants. Il devint manifeste que, du point de vue de la population de souche, l'intégration des immigrants soulevait des problèmes. Comme l'explique M. Pierre Lambert, président de la Commission de développement familial, culturel et communautaire : « les difficultés provenaient davantage de la population de souche. [Les gens qui étaient natifs de la Ville de Saint-Laurent] nous disaient leurs inquiétudes de voir arriver tant d'immigrants. »

La politique interculturelle visait à rassurer les Québécois de souche en leur disant : « vous avez toujours votre place à la Ville de Saint-Laurent... vous n'allez pas perdre vos droits parce que la ville offre les mêmes services à tout le monde. » Et nous avons également le souci de dire aux immigrants : « vous n'avez rien à craindre, vous êtes dans une société qui n'est pas parfaite, mais qui va vous accueillir... vous avez, vous aussi, votre place à la Ville de Saint-Laurent. » M. Lambert croit qu'il est important de rassurer la population de façon à éliminer la peur et de créer lentement une culture de convergence, c'est-à-dire une culture par laquelle chaque individu est enrichi et transformé par l'échange et la diversité.

L'objectif

« La mission de la Ville est de dispenser des services aux citoyens selon les principes de la politique interculturelle. L'objectif est de les rassurer qu'ils peuvent vivre en harmonie sans craindre de perdre leur identité, poursuit M. Lambert. Nous avons tout d'abord dû adopter la règle de ce que j'appelle un accommodement raisonnable, à savoir que la municipalité prend des mesures particulières pour adapter certaines pratiques aux besoins des immigrants, tout en réitérant que tous les citoyens doivent également s'adapter à la société d'accueil. Le deuxième objectif visé est de faciliter l'adaptation des différents groupes culturels. Le Service des incendies de la Ville a joué un rôle très important à l'égard de cet objectif en expliquant les normes de sécurité aux immigrants et en ayant recours à des langues de communication autres que le français ou l'anglais. La Ville tente également de réduire l'écart entre les différentes cultures pour que les nouveaux résidents puissent s'adapter plus facilement à la société de la Ville de Saint-Laurent et que tous les citoyens aient la chance de mieux se comprendre. Cet objectif a également été atteint grâce aux activités communautaires, précise M. Lambert. À l'occasion des fêtes de quartier, les enfants et les parents se rassemblent et partagent leur nourriture, leurs musiques, leurs jeux. Les gens sont par conséquent appelés à se parler, et à découvrir les résidents de leur quartier. Le dernier objectif de la politique interculturelle est d'établir des partenariats entre les différents organismes communautaires dont le rôle consiste à aider les résidents à améliorer leur qualité de vie.

Selon M. Lambert, la Ville de Saint-Laurent reconnaît que les employés qui dispensent les services « ont besoin de comprendre l'attitude des immigrants... le fonctionnaire doit demeurer calme et donner l'information nécessaire. » Cette démarche a nécessité une formation particulière des employés. De façon tout aussi importante, il a fallu démontrer l'avantage que pouvaient retirer les citoyens et les entreprises régionales de l'application de cette politique. Comme le précise M. Lambert : « Tout le monde y trouve un intérêt. »

La politique interculturelle a donné lieu à plusieurs projets pratiques, comme la création de nouvelles activités récréatives pour les étudiants des écoles secondaires, l'identification de sources de financement pour des projets conjoints, et l'élaboration d'une politique de communication conçue pour faciliter systématiquement l'établissement de liens entre les communautés culturelles. Certains de ces projets sont déjà en cours, d'autres en sont au stade de la planification.

Introduction

Notre recueil intitulé « Pratiques exemplaires 2001 » est un document de références préparé par la Fondation canadienne des relations raciales dans le cadre du colloque ayant pour thème « S'inspirer de l'excellence pour réaliser l'évolution ». Cet ouvrage a été élaboré à l'aide des renseignements soumis par différents organismes dans le cadre du Programme de reconnaissance de l'excellence. Ce dernier vise à reconnaître les pratiques exemplaires et à souligner les réalisations importantes de certains organismes dans le domaine des relations raciales en leur accordant des prix.

Ce recueil nous permet en outre de souligner le travail de nombreux organismes engagés dans la lutte contre le racisme et les crimes haineux au Canada. Le lecteur y trouvera la description des organismes participants, de leurs programmes ou initiatives de lutte contre le racisme ainsi que des résultats obtenus. Afin de favoriser l'établissement de réseaux, les coordonnées de chaque organisme se trouvent en annexe.

Cet ouvrage rassemble une vaste gamme d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux en provenance de différents secteurs. Vous y trouverez la description de groupes du milieu artistique et médiatique, d'organisations à caractère éducatif, d'associations se consacrant aux besoins de groupes ethniques particuliers, de municipalités faisant preuve d'avant-gardisme, et d'autres tentant de produire un impact aux différents échelons des entreprises et des communautés. Les stratégies et programmes préconisés sont tout aussi variés : campagnes de sensibilisation du public, développement de ressources et de programmes d'études, projets axés sur les jeunes, élaboration et mise en application de lignes directrices et de changements structurels, et initiatives en matière de justice applicable aux Autochtones.

Nous mettons en particulier l'accent sur les pratiques exemplaires du domaine des relations interethniques instaurées par les organismes candidats et lauréats dans le cadre du Programme de reconnaissance de l'excellence 2001. Ce recueil nous permet d'avoir un aperçu des nombreuses stratégies de lutte contre le racisme actuellement en vigueur et souligne la participation des organismes impliqués. Sa publication est effectuée dans le cadre du mandat que s'est donnée la Fondation de diffuser l'information et de promouvoir les stratégies pragmatiques de lutte contre le racisme. Nous espérons que ce document vous sera utile à titre de référence et d'information.

Pour en faciliter la consultation, vous remarquerez que les organismes sont classés selon la nature de leur champ d'activité.

Le présent document peut être téléchargé, photocopié et mis en circulation.

Faire la différence

M. Lambert croit que la politique a eu des répercussions à différents échelons. « Du point de vue des citoyens, notre politique a finalement dépassé leur curiosité et, psychologiquement, le fait de savoir que la ville était consciente de cette diversité et qu'elle se souciait de favoriser l'harmonie entre tous les groupes culturels les rassurait. Les résidents apprécient énormément la diversité et tout ce qui en découle, comme la nourriture, l'habillement ou la musique. Dans les fêtes de quartier, les citoyens sont libres de porter le costume de leur choix, d'afficher leurs différences culturelles. Ils sont libres d'être eux-mêmes ».

Le défi rencontré à l'échelon des organismes de la ville a consisté à mettre en application des mesures concrètes, à passer au-delà de la théorie. M. Lambert ajoute d'un air amusé : « la nature humaine étant ce qu'elle est, nous nous enthousiasmons pour les principes et les objectifs, mais lorsqu'il s'agit de les appliquer dans le quotidien, on devient parfois amnésiques ». Il mentionne que de nombreux organismes s'intéressaient à la question, mais ne savaient pas trop comment faire pour passer à l'étape suivante. La Ville possède un Programme de fonds, octrois et subventions dont une somme de 45 000 \$ est distribuée annuellement aux organismes présentant des projets associés à la politique interculturelle ou à la politique familiale de la Ville de Saint-Laurent. Chaque organisme reçoit un montant maximal de 5 000 \$ qui s'ajoute aux subventions qu'il reçoit déjà.

La Ville a également participé à des activités de lutte contre le racisme organisées par d'autres municipalités de la Communauté urbaine de Montréal. La Ville de Saint-Laurent a organisé un colloque sur les jeunes leaders des communautés culturelles en plus d'avoir contribué à différentes tribunes et ateliers.

Autres points de vue

La Ville de Saint-Laurent a collaboré avec le Centre communautaire Bon courage de la Place Benoit depuis sa création en accordant un soutien financier aux divers projets visant à éliminer le racisme et à rapprocher les membres des différentes cultures. Le directeur du Centre, M. Roger Risasi, se dit très heureux de l'initiative de la ville : « en tant que partenaire communautaire, nous croyons sincèrement à l'excellence du travail effectué par la Ville de Saint-Laurent en vue de promouvoir et de préserver l'harmonie entre les gens de différents groupes ethniques et d'origines culturelles différentes. Nous en sommes fiers. »

Il souligne encore davantage la contribution de la politique interculturelle de la Ville en déclarant qu'elle a contribué à faire de la Ville de Saint-Laurent « l'une des villes les plus attrayantes au Québec, où il fait bon vivre, où le racisme est pratiquement inexistant et un endroit où des pratiques ont été mises en place pour rapprocher les gens de divers groupes ethniques et d'origines culturelles différentes. »

Le Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent a bénéficié d'une aide financière de la Ville au cours des dix dernières années. Il soutient fortement la politique interculturelle de la Ville en déclarant : « qu'elle a énormément contribué à la prévention du racisme et enrichit l'interaction sociale de la Ville de Saint-Laurent ». Il souligne en particulier la campagne des bonbons de différentes couleurs (jellybean) qui, selon lui, a véritablement mis l'accent sur la diversité.

Aicha Guendafa, directrice du centre, déclare que les sommes reçues de la ville ont permis au centre de faciliter l'établissement des familles récemment arrivées dans la région et, dans ce contexte, appuie d'emblée les priorités qu'a établies la ville de façon à assurer le bien-être des familles. »

Le Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent sert de tribune aux organismes communautaires. Il collabore à tous les projets de la ville qui, habituellement, visent à améliorer la qualité de vie des citoyens. La Ville a consulté le Comité lors de l'élaboration de sa politique interculturelle. Selon la présidente du conseil d'administration, Mme Chantale Lapointe : « La Ville de Saint-Laurent est composée de citoyens provenant de 166 pays. Un des objectifs de la Ville consiste à développer une culture mondiale qui unisse toutes ces cultures et rende la vie communautaire agréable et chaleureuse. » Les membres du Comité croient que la politique interculturelle de la Ville de Saint-Laurent rapproche des gens d'origine diverses à différents échelons, par l'entremise des services et des associations communautaires.

Mouvement d'action directe

Afin de garantir que les besoins de tous les groupes étaient satisfaits par la nouvelle politique, la Ville a mené des consultations approfondies auprès des groupes communautaires, d'organismes confessionnels et scolaires et d'autres organismes. Elle a également procédé à trois études.

La Ville a par la suite produit un slogan et utilisé un symbole pour faire connaître sa politique au public. Le slogan « À Saint-Laurent, nous affichons fièrement nos couleurs interculturelles » énonce clairement les valeurs qui sous-tendent cette politique. M. Lambert ajoute : « Notre slogan vient compléter l'idée que la Ville de Saint-Laurent, en tant que dispensatrice de services, et sans nécessairement prêcher en faveur des valeurs morales, privilégie ces principes. Le logo de la ville est composé de jellybeans de différentes couleurs qui, selon les termes de M. Lambert, signifient que nous avons tous des airs de famille. Même si nos différences de couleur sont associées à des différences sur le plan de la culture, de la religion ou de la langue, nous sommes capables de vivre en harmonie. » Dans les mois précédant le lancement de la politique interculturelle, la ville a posé des affiches portant le logo et visant à faire connaître la nouvelle politique.

La campagne de lancement a été soulignée par une distribution massive de petits sachets de jellybeans portant le logo de la ville et son slogan. Les bonbons ont été distribués dans les édifices municipaux, dans les stations de métro locales, dans les écoles et dans différentes places publiques. S'étant personnellement chargé de la distribution des sucreries, Pierre Lambert s'est longtemps fait appeler « monsieur Jellybean » par la suite. C'était un événement médiatique qui nous a permis d'expliquer notre geste à la télévision et dans les journaux régionaux et nationaux.

La Ville procède actuellement à l'élaboration d'une politique de communication conçue pour combler systématiquement le fossé qui existe entre les différentes communautés culturelles et atteindre les gens qui ne parlent ni le français ni l'anglais. « L'objectif, en termes de services de communication, est de donner à ces gens la chance de bénéficier comme tout le monde des services municipaux », ajoute M. Lambert.

Des projets pour le prix

La Ville de Saint-Laurent projette d'augmenter le fond de soutien des organismes communautaires de 45 000 \$ à 55 000 \$ de façon à aider davantage les initiatives familiales et interculturelles. Ainsi, le prix accordé en espèces servira aux organismes novateurs qui favorisent de saines relations raciales à la Ville de Saint-Laurent.

Des projets d'avenir

La politique interculturelle établit des principes et constitue un premier pas vers des relations plus harmonieuses à la Ville de Saint-Laurent. Selon M. Lambert : « Nous espérons que des mesures concrètes contribueront à lutter contre le racisme et à favoriser l'harmonie entre les diverses communautés ».

Pour ce qui est de l'avenir, la ville attend les décisions qui seront prises quant à la possibilité de fusion entre la ville de Montréal et les municipalités environnantes. « Il est certain que cette fusion causerait une certaine perte d'identité pour une municipalité comme la Ville de Saint-Laurent; toutefois, je crois qu'en mettant en commun nos ressources, nous deviendrons plus forts et aurons la possibilité de réaliser encore mieux nos objectifs, ajoute M. Lambert. J'ai confiance que tout cela va nous mener à construire une société qui va être encore plus efficace dans la lutte contre le racisme et beaucoup plus en faveur de l'harmonie dans le respect de la diversité. »

À la lumière de ces visions prometteuses, et consciente de l'engagement de cette ville novatrice à l'égard de la lutte contre le racisme, la Fondation canadienne des relations raciales se réjouit de la créativité et de la réussite des méthodes de promotion des relations raciales dans la ville de Saint-Laurent.



Gagnants du Prix de distinction

La source d'inspiration

Fondé en 1987 à Red Deer, le groupe « Students and Teachers Opposing Prejudice » (STOP) du « Lindsay Thurber Comprehensive High School » en Alberta traite d'une vaste gamme de questions de diversité et de droits. Il comprend un groupe de divers étudiants et professeurs qui vise à améliorer l'école, la communauté et le monde en général.

Le groupe s'est formé lorsqu'une classe d'anglais a commencé à discuter de discrimination et a décidé, de concert avec le professeur et coordonnateur actuel de STOP, Darren Lund, d'organiser un groupe qui lutterait contre cette question. STOP a démarré par des projets de recherche et des concours de poésie et est devenu depuis une présence permanente à l'école.

L'objectif

STOP est accessible à tout étudiant désireux de s'impliquer. Selon M. Lund, « l'accent est mis sur l'équité et l'égalité, ce qui comprend une vaste gamme de questions de justice sociale, tout ce qui a trait à la discrimination fondée sur l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, le groupe ethnique ».

Les étudiants, dirigés par leurs professeurs, choisissent des projets à entreprendre selon leurs intérêts. Une membre de STOP, Rachel Evans, a lancé le premier mouvement « Gay/Straight Alliance » (GSA) d'une école secondaire d'Alberta. Selon Mlle Evans, STOP est « passablement orienté vers les étudiants, les professeurs le soutiennent vraiment ». M. Lund croit « qu'il vaut mieux laisser les étudiants faire à leur façon et puis, si cela réussit, c'est vraiment leur réussite. Cela développe davantage les habiletés de leadership chez ces étudiants ». D'autres initiatives entreprises par STOP comprennent inviter des personnages importants pour débattre certaines questions avec les étudiants, faire venir des conférenciers, diffuser des calendriers interconfessionnels et exercer des pressions auprès du gouvernement.

STOP est essentiellement un groupe proactif. Selon M. Lund, il est « conçu pour sensibiliser les gens afin que nous puissions célébrer notre diversité et voir les différences entre les personnes comme des choses que nous pouvons célébrer ». En quatorze ans, l'école secondaire Lindsay Thurber n'a connu aucun incident grave de nature raciale et on n'y retrouve aucune bande ethnique.

Faire la différence

STOP a réussi à sensibiliser les gens à l'école et dans la communauté au sujet du racisme et de la discrimination. M. Lund a vu le climat de l'école changer au cours des quinze dernières années : « Je pense que les gens se surveillent davantage quand ils savent qu'il y a un groupe engagé en faveur de l'équité ». Mlle Evans croit que les initiatives de diffusion ont « sensibilisé des gens qui ne font même pas partie de STOP ». On espère qu'en changeant les attitudes, les pratiques institutionnelles négatives vont disparaître avec le temps.

Les médias locaux se sont beaucoup intéressés à STOP et ont soutenu ses initiatives. Selon Mlle Evans, STOP a « donné l'école à la communauté » et les gens voient que les étudiants « font réellement du bien ». Le groupe sert également de symbole d'ouverture d'esprit dans une région souvent perçue comme intolérante.

Autres points de vue

Jim Taylor, coordonnateur de projet du « Central Alberta Diversity Project », a collaboré avec STOP à diverses entreprises, comme la vente de calendriers interconfessionnels. Il croit que « Stop joue un rôle inestimable pour maintenir les questions de relations interethniques à l'esprit des jeunes gens de la province ».

D'après Damian Solomon de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, « les étudiants, motivés, sensibilisés et inspirés sous le leadership éclairé de leurs conseillers ont encouragé l'appréciation d'autres cultures et ont été proactifs sur des questions comme la prévention de la violence, le sexe et l'orientation sexuelle ». Il croit que STOP devrait être présenté comme programme modèle pour d'autres écoles et d'autres groupes.

Le « Harmony Movement », qui fait la promotion à la base partout au Canada de l'harmonie et de la diversité, a décerné son prix de distinction de 1999 à STOP. Le directeur exécutif, Cheuk C. Kwan voit STOP comme une innovation parce qu'il « est dirigé par des bénévoles étudiants qui ont démontré un engagement désintéressé à une gamme exhaustive de questions de diversité ».

Mouvement d'action directe

STOP met sur pied des expositions à l'école et contribue au bulletin étudiant afin de diffuser ses messages. Il invite des conférenciers, comme des survivants de l'Holocauste, dans les salles de classe et veille ainsi à ce que ces questions fassent partie du programme d'enseignement.

STOP va chercher des étudiants qui ne sont pas habituellement impliqués dans les activités scolaires en présentant un concert punk annuel. D'après M. Lund, ceci est « une occasion de parler de la violence au sein de la communauté ». Dans la même veine, le groupe de la Californie « Rage against the Machine » a récemment élu STOP le « Freedom Fighter of the Month ». Des jeunes du monde entier ont envoyé des courriels à STOP pour obtenir des renseignements sur la façon de mettre sur pied des groupes semblables dans leurs propres communautés.

Des projets pour le prix

STOP projette d'utiliser l'argent qui accompagne ce prix pour investir dans un local dans son école qui sera bientôt rénovée. Ceci servira d'endroit pour partager des idées concernant des questions culturelles, sociales et politiques, un endroit qui s'apparente au « Speaker's Corner » de MuchMusic.

Des projets d'avenir

Mlle Evans aimerait voir STOP devenir « quelque chose qui impliquerait toute l'école » et espère qu'il va « s'étendre à d'autres régions chaque année ». M. Lund aimerait que STOP s'étende à d'autres écoles et souhaite également que « le groupe vole de ses propres ailes », sans son orientation, puisqu'il s'absentera pendant un semestre pour terminer son doctorat. Le modèle du groupe (qui est basé sur le sentiment d'appartenance des étudiants) et la reconnaissance de son succès garantissent un avenir positif à STOP.

Gagnants du Prix de distinction

La source d'inspiration

La presse des jeunes (LPJ) est un service de presse innovateur, à but non lucratif, qui fournit régulièrement des histoires aux médias ordinaires. D'après son directeur exécutif par intérim, M. Michael Hoechsmann, LPJ « a été créée parce qu'on s'apercevait que les jeunes de 14 à 24 ans ne pouvaient pas faire entendre leur voix dans les médias. Nous tentons de susciter une occasion qui permettra aux jeunes de s'exprimer sur les enjeux qui sont importants pour eux. » L'initiative, qui a vu le jour en 1995, s'est inspirée d'un modèle américain d'agence de nouvelles, Children's Express, qui fournit à des médias adultes des reportages effectués par des jeunes.

« D'après notre expérience, les jeunes qui s'engagent auprès de nous prennent très au sérieux la lutte contre le racisme. C'est d'ailleurs grâce à cette génération que les gens parlent des attitudes racistes, qu'elles soient anciennes ou actuelles et qu'ils les remettent en question », ajoute M. Hoechsmann.

L'objectif

L'organisme, une agence de presse, publie des histoires dans plus de 200 journaux à travers le pays; il est aussi un centre d'études qui encourage l'épanouissement du potentiel des jeunes et leur permet d'articuler leurs idées dans des articles publiables. M. Hoechsmann conçoit que le mandat de LPJ est de faciliter l'accession à l'autonomie des jeunes et de leur donner une voix : « Nous croyons que les jeunes sont brillants, qu'ils ont des connaissances, qu'ils sont compétents et qu'ils ont besoin d'orientation, pas de paternalisme; cette vision leur permet de diriger cette initiative en fonction des idées et des enjeux qui seront traités ». LPJ reconnaît que plusieurs raisons font que certains jeunes ont des réticences à s'exprimer; elle essaie donc de rejoindre les collectivités qui vivent en marge de la société ordinaire.

LPJ a choisi de travailler avec la jeunesse parce qu'elle détient la clé de l'avenir. D'après M. Hoechsmann, « ces partenaires sont partie prenante de l'avenir et devraient pouvoir faire entendre leur voix pour définir celui-ci ». Comme média, la presse écrite offre l'avantage de ne pas exiger de technologie de pointe dans la présentation d'une histoire et la capacité de rejoindre un vaste public.

Les médias se sont montrés très intéressés à publier des articles de jeunes, particulièrement ceux qui sont écrits comme des reportages. Plusieurs histoires de jeunes de couleur et d'Autochtones ont été reprises par la Presse canadienne et redistribuées aux journaux qui en sont membres.

Faire la différence

M. Hoechsmann croit que La presse des jeunes a connu un succès extraordinaire dans l'accession des jeunes à l'autonomie : « Ça a été une occasion pour [les nombreux jeunes impliqués] de développer des habiletés qu'ils ne soupçonnaient même pas en eux ». D'anciens collaborateurs de LPJ sont allés à l'école de journalisme et ont décroché un emploi rémunéré comme journalistes.

La vaste diffusion de ces histoires a permis à certaines personnes et à certaines collectivités de parler et de se faire entendre. Le public a eu accès aux points de vue et aux expériences d'un groupe d'âge qui, jusqu'à maintenant, était demeuré largement silencieux dans les médias. De plus, au moins 50 % des jeunes qui participent sont Autochtones ou membres des minorités visibles.

Autres points de vue

Joni Shawana, une pigiste autochtone de Toronto, a été profondément influencée par LPJ. L'organisme a aidé Shawana en lui donnant de l'aide et en l'encourageant à écrire : « Aujourd'hui, je suis indépendante pour écrire et je n'ai pas peur de chercher de nouvelles histoires. Je ne me serais pas rendue si loin si je n'avais pas commencé à LPJ ».

Un des jeunes ayant travaillé à LPJ comme stagiaire d'été, Kirk Moss, compte aussi parmi ses succès. « LPJ est un endroit où la lutte contre le racisme est une bataille continue. C'est l'agence de presse la plus critique et la plus vigoureuse dont j'aie jamais fait partie, dit-il. Ce groupe est l'un des organismes les plus progressifs et les plus actifs face aux enjeux qui ont des répercussions sur les jeunes et le racisme dans notre société ».

Le ministère du Patrimoine canadien (Programme du multiculturalisme) a aidé LPJ et son magazine électronique, Equality Today, en lui donnant des subventions depuis sa mise sur pied. L'agente de développement social Donna Vendramin est d'avis que « c'est peut-être la meilleure décision de financement que j'aie prise de toute ma vie ». D'après Mme Vendramin, Equality Today, publication rédigée par des jeunes, a pour but de promouvoir une réflexion et une action par rapport aux enjeux en matière de lutte contre le racisme et de multiculturalisme. Elle a « uniformément célébré électroniquement la diversité, s'est avérée un forum de réflexion, et a fourni aux jeunes une place significative à la table de l'opinion publique; c'est digne de mention », dit-elle. Mme Vendramin croit que le magazine a atteint son but : il a changé les attitudes publiques, ouvert de nouveaux sujets de réflexion et de discussion et éduqué les jeunes sur la façon de faire entendre leur voix.

Mouvement d'action directe

LPJ reconnaît que les médias influencent directement la vie des gens et que les personnes qui les produisent choisissent les enjeux auxquels s'attaquer. « On ne peut minimiser les répercussions d'articles parus dans les journaux ordinaires qui ont été écrits par des jeunes. L'opinion publique joue un rôle, éventuellement, dans l'élaboration des politiques, puisque les gens choisissent le gouvernement, lors du processus électoral, dit M. Hoechsmann. Si nous décidons de donner une voix aux jeunes, nous considérons très important que ce groupe de jeunes représente exactement le tissu culturel de notre pays ».

La presse des jeunes s'étend à l'échelle nationale en parrainant des cercles d'écrivains pour former ceux-ci à travers le pays. Elle a soumis des articles dans chacune des dix provinces.

Des projets pour le prix

M. Hoechsmann dit que ce qu'il y a de mieux, en gagnant ce prix, c'est qu'il « reconnaît les efforts de tous les jeunes qui ont investi leur énergie et leur temps dans ce projet. Ils ont raison d'être fiers ». LPJ se servira de l'argent associé au prix pour préparer d'autres numéros de Equality Today qui ne sont pas subventionnés.

Des projets d'avenir

« Nous souhaitons continuer à croître et à assurer notre présence dans les collectivités à travers le pays. Je pense que nous avons une image collective assez forte, à Toronto, mais nous avons besoin de continuer à la créer à l'échelle du pays », prévoit déjà M. Hoechsmann. Avec tant d'efforts pour donner une voix aux jeunes et disposant d'un grand bassin de jeunes Canadiens intéressés, LPJ semble prédisposée à continuer à croître.



Finalistes du Prix d'excellence/ Droits des peuples autochtones

Lutte pour la reconnaissance des droits des peuples autochtones

La Ontario Federation of Anglers and Hunters (OFAH) exerce des pressions auprès du gouvernement pour l'inciter à promulguer des lois défendant les droits de ses membres. Au début des années 90, l'OFAH a lancé une campagne bien financée pour empêcher la reconnaissance des droits ancestraux de pêche et de chasse des peuples autochtones. La Bande des Chippewas de la Première Nation Nawash a décidé de voir à ce que cette affaire soit présentée en tout équité devant les tribunaux et le public et a créé un service de recherche juridique.

Recours à des tactiques directes et indirectes

Des tentatives ont été réalisées pour joindre les peuples non-autochtones de la région (grâce à des conférences, des entrevues, des vidéos et des feuillets d'information). La question du racisme a ensuite été abordée plus directement, mobilisant divers groupes en vue d'obtenir du soutien pour la Bande. Un réseau de soutien a été mis sur pied pour protéger la Bande contre les représailles : des conférences ont été tenues et des pressions exercées auprès des gouvernements. La Bande a mis fin à la publication de littérature haineuse dans la région. Elle a traité directement avec OFAH, laissant toujours la porte ouverte au dialogue. En 1995, le matériel de pêche des Autochtones a subi des dommages ou été volé et deux hommes ont été poignardés; la Bande a fait enquête et publicisé l'incident.

Établissement de réseaux pendant les périodes paisibles

La Bande est en pourparlers avec le ministère des Richesses naturelles au sujet de la gestion des pêches. Actuellement, les réactions d'hostilité suscitées par le débat concernant les droits ancestraux de pêche ont cessé—les discussions en présence d'un médiateur se poursuivent. Les membres de la Bande peuvent maintenant pêcher sans être harcelés, et leur point de vue est rapporté dans les médias, sur le Web et dans un bulletin. La Bande a attiré l'attention du public sur l'histoire raciste du Canada et a obtenu l'aide de nombreux groupes pour s'attaquer aux événements et aux politiques qui continuent de nuire à la pleine réalisation des droits autochtones.



Femmes Autochtones du Québec

Aider les femmes autochtones dans toutes les facettes de leur vie
L'Association des Femmes Autochtones du Québec (AFAQ) a été fondée en 1974 et représente plus de 3 000 femmes de toutes les Premières Nations du Québec. Son objectif consiste à aider les femmes à améliorer leurs conditions de vie en oeuvrant dans les sphères politique et socioéconomique et en plaçant l'accent sur la justice, la promotion de la non-violence et les relations raciales sur le lieu de travail. L'AFAQ fait connaître les besoins de ses membres en ce qui a trait aux questions d'égalité, de droits de la personne et de justice.

Collaboration à plusieurs niveaux

L'AFAQ revendique l'égalité des droits pour toutes les femmes autochtones, élabore des initiatives visant à aider ses membres à améliorer leurs conditions de vie et en fait la promotion et travaille dans le domaine de l'administration de la justice et de la prévention de la violence familiale. L'Association a envoyé une proposition au gouvernement lui demandant d'apporter des modifications aux lois qui favorisent le racisme. L'AFAQ a mis sur pied un centre à Montréal contenant une foule de documents de référence. L'AFAQ collabore avec de nombreux autres organismes en vue de faire avancer la situation de ses membres. Depuis 1997, l'AFAQ administre un programme aidant les femmes autochtones à se trouver un emploi stable.

Plusieurs initiatives concrètes de succès

L'AFAQ a connu un vif succès dans chaque dossier qu'elle traite : elle a obtenu gain de cause dans plusieurs affaires concernant les droits des femmes autochtones; établi des liens avec des organismes en vue de voir à ce que les intérêts des femmes autochtones soient représentés; aidé de nombreuses femmes à se trouver un emploi; fait des présentations dans les écoles et fait en sorte que les concessions accordées soient mises en oeuvre. L'AFAQ s'oppose aux injustices causées par l'application de la Loi sur les Indiens et son administration inéquitable.



Développement communautaire

Ouverture des lignes de communication

En vue de s'attaquer aux incidents de violence raciale et de conflit dans les communautés néo-écossaises, des représentants du Conseil scolaire des écoles secondaires du district de Cole Harbour et des membres de la communauté ont jugé qu'il serait bon d'ouvrir les lignes de communication entre les communautés. En 1999, la Cole Harbour Community Radio Society (CHCRS) s'est mise à surveiller l'établissement du poste de radiodiffusion de Cole Harbour, dont le mandat consiste à « unir nos diverses communautés et à présenter des programmes de qualité destinés à favoriser la communication positive, l'acceptation et l'interaction communautaire. »

Une réaction favorable

L'appui suscité par ce projet fut immédiat et considérable. Le cours « Produce Your Own Radio Show » a permis de rassembler des citoyens quels que soient leur âge, leur race et leur niveau de scolarité. Après une longue période de planification par une équipe de bénévoles dévoués de la communauté, la station de radiodiffusion a obtenu l'approbation du CRTC. Les travaux de construction ont pu commencer. Des subventions ont permis au CHCRS d'embaucher 4 employés à temps plein (pendant 10 mois), des postes auxquels seules les personnes recevant des prestations d'assurance-emploi depuis peu étaient admissibles. Conformément au mandat du CHCRS, 50 % des postes iront à des membres de minorités visibles.



Une meilleure compréhension de part et d'autre favorise la croissance

La mise en service du poste de radiodiffusion offrira aux générations actuelles et futures de la région un outil favorisant la croissance grâce à la mise en commun d'idées, d'émotions, de cultures et d'histoires. Nombreux sont ceux qui croient que la communication constitue la composante essentielle du développement communautaire. Le CHCRS est d'avis qu'il s'agit de l'outil idéal pour réaliser les objectifs de la FCRR et espère qu'il servira de modèle pour les autres.

CARR



Les jeunes et les enfants sont exposés à la publicité raciste et sexiste

La Community Advocates for Rights with Responsibility (CARR) a été fondée en 1999 en réaction à la publicité raciste et sexiste publiée dans la revue VICE (populaire chez les jeunes de Halifax). Les objectifs de CARR sont les suivants : 1) Fournir des renseignements et favoriser la discussion sur la publicité raciste/sexiste destinée aux jeunes et aux enfants; et 2) réduire l'accès, par les jeunes et les enfants, aux publications et aux publicités racistes et sexistes en obligeant les distributeurs et les éditeurs à rendre des comptes.

Tenue de conférences en vue de susciter la discussion et d'informer

Toutes les activités de CARR sont destinées à réaliser les objectifs mentionnés plus haut. Parmi ses activités les plus récentes, mentionnons : la tenue de la campagne relative à la revue VICE à Halifax, l'organisation de la conférence : Hate: Poisoning Youth (axée sur l'éducation sur la littérature haineuse et le marketing destiné aux jeunes), la publication d'un bulletin postconférence, l'organisation d'une table ronde à King's College et la tenue d'une présentation à l'occasion de la conférence ERA 21 à Vancouver.

Le rapprochement des gens et l'éducation

Il est considérablement plus difficile d'obtenir la revue VICE. Le succès de la campagne VICE a donné lieu à la campagne actuelle menée contre « Urge », qui a abouti à la tenue d'une table ronde à King's College. Ces activités ont permis de sensibiliser davantage la population aux effets des médias locaux sur les attitudes racistes et sexistes en Nouvelle-Écosse. Il est ressorti clairement que le dialogue devait se poursuivre dans le cadre de conférences. Les activités de CARR permettent de rapprocher des gens de groupes divergents en vue de s'attaquer à des questions comme le racisme et le sexisme et stimulent la poursuite des activités éducatives.

Élimination du racisme sur le lieu de travail

Le Diversity Project est une activité à laquelle collaborent le Edmonton's Women's Shelter (EWS), la Edmonton John Howard Society (EJHS), le Sexual Assault Centre of Edmonton (SACE) et le Cultural Brokers Network. Il a été mis sur pied en 1996 avec pour objectifs d'œuvrer à l'élimination du racisme sur le lieu de travail de ces organismes et dans l'ensemble de la communauté et de produire un changement systémique en vue d'aider ces organismes à comprendre les facteurs associés à la race et à la diversité dans leurs interactions avec les clients et la communauté et d'y donner suite.

Satisfaction des besoins propres à chaque organisme

Le personnel de ces organismes a été formé dans les domaines du pouvoir, de la diversité et du racisme. Avec l'aide des courtiers culturels, les organismes ont tenté de comprendre les points de vue des communautés ethniques sur les services qu'ils offraient. Le projet est adapté de façon à répondre aux besoins précis de chaque organisme. Chacun des participants a obtenu des résultats concrets : Le personnel du EWS a reçu une formation supplémentaire, et plusieurs changements et nouveaux programmes ont été mis en place; la EJHS a tenu des ateliers et des réunions du personnel et a retravaillé son processus de traduction; quant au SACE, il est devenu plus sensible à la diversité.

Des avantages différents pour différents groupes

Selon le EWS, d'importants changements se sont produits chez le personnel et les bénévoles; ils ne font plus que répondre aux besoins évidents des différentes cultures, ils posent des questions, sont à l'écoute de ces personnes et apprennent à les connaître. La EJHS est plus consciente de la diversité dans ses pratiques de recrutement et a réduit les stéréotypes au sein de l'organisme. Grâce au projet, le SACE a réaffirmé ses croyances fondamentales : il est possible de guérir et d'apprécier la diversité; il a également évalué son interaction avec les différentes communautés d'Edmonton. L'ensemble de la communauté a profité des bienfaits du projet grâce au transfert d'employés et de bénévoles ainsi qu'aux renseignements obtenus à l'égard des services.



Création d'un climat où il fait bon vivre et travailler

Fondé en 1989 en réponse à la démographie changeante dans le Nord-Ouest de l'Ontario, le Sioux Lookout Anti-Racism Committee (SLARC) s'attache à aider tous les résidents et visiteurs de la communauté à vivre et à travailler ensemble dans le respect et la célébration de leurs différences. Le Comité est composé d'un groupe de bénévoles de la communauté (reflétant la distribution démographique de la région) qui se réunit chaque mois pour gérer les programmes et les services offerts. Ces programmes sont adaptés aux besoins propres au village.

Favoriser la justice sociale et soutenir la diversité

Le SLARC a travaillé en collaboration avec les conseils scolaires, les administrateurs, les enseignants et d'autres membres du personnel en vue d'aider à créer un climat accueillant et plus inclusif pour tous les élèves. Il a élaboré un programme d'enseignement antiraciste, a organisé des activités de résolution de conflits et a tenu des ateliers et organisé des programmes de soutien. Un centre multiculturel pour les jeunes a été créé. Chaque année, il organise des activités dans la communauté et les écoles dans le cadre de la Semaine des relations raciales et du « Blueberry Festival ». Le SLARC a collaboré avec d'autres groupes communautaires, entreprises et particuliers dans le but d'élaborer une trousse de formation intitulée « Addressing the Needs of First Nations Clients » et a mené un sondage analysant les attitudes des gens envers les relations raciales.

Un village plus harmonieux

Les programmes du SLARC ont permis d'améliorer la qualité de vie sur le plan des relations raciales. Il travaille à l'établissement d'une meilleure compréhension entre les différents groupes culturels en vue de faire de Sioux Lookout un village plus harmonieux. Des tribunes communautaires ont permis de s'attaquer au passé raciste du Canada. Le sondage a permis d'envisager le racisme d'un point de vue réaliste dans la région et d'élaborer des programmes qui répondent efficacement aux besoins actuels.



Social Planning Council of Winnipeg

Amélioration de la qualité de vie pour les résidents défavorisés

Le Social Planning Council of Winnipeg (SPC) est un organisme d'adhérents dans le secteur bénévole qui s'attache à offrir un leadership sur le plan de la planification sociale et à modifier les politiques sociales en vue d'améliorer la qualité de vie pour les Winnipegois défavorisés. Il lui faut pour cela travailler avec les différentes communautés pour cerner et évaluer les questions d'intérêt, les besoins et les ressources communautaires. Le SPC collabore également avec des décideurs, des agences de financement, des fournisseurs de services, des quartiers de la localité et le grand public à Winnipeg en vue de donner suite aux questions de nature socioéconomique.

Activités dans les domaines de la recherche, des changements d'orientation et de l'éducation du public

Le Committee for the Elimination of Racism and Discrimination du SPC a mené des activités de recherche, tenu des consultations auprès du gouvernement, milité en faveur des changements d'orientation et a participé à des activités d'éducation du public (par l'intermédiaire de tribunes, de bulletins et de publications sur le Web). Les quatre rapports suivants indiquent le genre d'activités de recherche qu'il a menées : 1) Education in a Multicultural Society; 2) Media Watch; 3) Aboriginal Persons with a Disability: Training and Employment Challenges; et 4) The Employment Equity Internship Project.

La compréhension des questions d'intérêt est essentielle

Les principaux résultats de ces recherches et discussions sont les activités entreprises à de multiples niveaux au sein de la communauté. On sait maintenant que pour réaliser l'équité dans les systèmes, il faut comprendre les questions d'intérêt, trouver des solutions ensemble, prendre des mesures de réparation, tant sur le plan individuel que collectif, et continuer à obtenir des résultats concrets. Il importe de comprendre les autres cultures et de mettre en place de nouvelles politiques et pratiques.



Women's Rights Action Coalition of Durham

Au service des femmes maltraitées aux antécédents ethnoculturels différents

Le Women's Rights Action Coalition of Durham (WRAC), en Ontario, est un organisme communautaire pour les femmes offrant des services et du counselling de soutien et adaptés aux différences culturelles aux femmes et aux enfants maltraités ayant des antécédents ethnoculturels différents. Les services sont offerts selon une perspective antiraciste, antidiscriminatoire et antiviolençe et visent à traiter les femmes avec respect et dignité. Le WRAC travaille avec d'autres services communautaires pour lutter contre le racisme institutionnel et structurel en plus du racisme dans les politiques.

Éducation du public

Depuis sa création, le WRAC a amorcé et mis en place un certain nombre de projets liés aux relations raciales et à l'antiracisme à l'échelle de la région et de la province. Le WRAC a dispensé de nombreux ateliers, comme un forum d'information du public intitulé : « Dealing With Racism in our Community ». Il a mis sur pied un « comité de responsabilisation » chargé de rendre les services de Durham plus responsables en ce qui concerne l'élimination des obstacles à la participation des femmes. Le WRAC a entrepris des projets antiracistes avec la police et dans les écoles. Ses activités ont donné lieu à la production de plusieurs rapports et manuels.

Les partenariats favorisent une plus grande cohésion dans la communauté

Le WRAC estime que son travail a permis d'accomplir plusieurs choses. D'une part, les organismes, les politiciens et les résidents de Durham ont été sensibilisés aux questions du racisme et de la discrimination. D'autre part, le WRAC a pu accorder un appui aux organismes afin de voir à ce qu'ils aient des pratiques d'embauchage équitables et favorisent le recrutement de femmes de diverses origines ethniques pour siéger à leurs conseils. Finalement, ses projets ont favorisé l'établissement de partenariats entre les organismes traditionnels et les organismes ethnoculturels de Durham et ont entraîné une plus grande cohésion dans la communauté.



Participation des jeunes à la lutte

Formation en leadership des élèves relativement à l'antiracisme

Le Conseil scolaire du district de Durham, en Ontario, s'engage à promouvoir l'éducation de qualité en « offrant des programmes qui appuient l'éducation antiraciste et [...] l'égalité sur le plan ethnoculturel », ainsi qu'en « faisant la promotion des pratiques équitables dans les secteurs de l'emploi et des promotions. » Au cours des 8 dernières années, le Conseil a dispensé de la formation en leadership sur l'antiracisme de qualité supérieure à plus de 3 000 élèves. Le programme Students Together Against Racism (STAR), englobe six programmes de formation en résidence pour les élèves.

Les programmes sur la diversité permettent d'acquérir des compétences et des connaissances

Parmi les programmes offerts, citons : le principal programme STAR, le programme Kids for Change, le STAR Reunion/Workshop program, le Junior STAR, le French Language Junior STAR et le Senior STAR Leadership Certification program dans le domaine de l'antiracisme. En 1999, le programme « STAR Twinning Schools: Native Studies » a été lancé pour que les élèves puissent approfondir leurs connaissances sur les cultures des Premières Nations au Canada. Les participants au programme STAR acquièrent des compétences et des connaissances, ce qui leur permet d'agir à titre de leaders tant à l'école que dans la communauté. Le Conseil crée des partenariats avec des organismes de la communauté en vue de mettre en oeuvre ces programmes.

Les diplômés sont des défenseurs des droits de la personne

Les élèves deviennent des participants aux comités municipaux sur les relations raciales. Ils créent, planifient, coordonnent et mettent en oeuvre des initiatives pour leurs pairs et à l'école en vue d'améliorer les droits de la personne et la justice sociale. Le programme STAR a reçu de nombreuses marques de reconnaissance et a été offert à d'autres conseils. Les diplômés du programme STAR travaillent à l'établissement d'un avenir meilleur.



Les jeunes francophones font face à des obstacles systémiques

Au début des années 1990, on a vu se dessiner une nouvelle tendance en matière d'immigration puisqu'un grand nombre d'immigrants venaient des pays francophones de l'Afrique. Les jeunes immigrants de ces pays font face à des barrières systémiques à l'extérieur de l'école : racisme, pauvreté, etc. En partie en réaction à cette situation, plusieurs élèves francophones du secondaire ont mis sur pied le Groupe Jeunesse Francophone; son mandat consiste à lutter contre ces barrières systémiques et à aider les jeunes à évoluer tant sur le plan personnel que professionnel. Le Groupe Jeunesse s'efforce d'intégrer les jeunes francophones de Toronto et de les aider à se faire traiter avec respect et équité.

Amélioration du sort des jeunes francophones de couleur

Le Groupe Jeunesse a amorcé plusieurs initiatives visant à combattre les barrières systémiques auxquelles doivent faire face les jeunes francophones de couleur. Les initiatives permettent aux jeunes d'acquérir une meilleure compréhension

des perspectives d'avenir, de sensibiliser les gens au racisme, de reconnaître les initiatives et les réalisations des jeunes dans le domaine de l'antiracisme et de les aider à résoudre les conflits entraînés par la discrimination. Chaque été, le Groupe Jeunesse organise des activités en plein air en vue d'encourager les jeunes francophones de nombreuses cultures à échanger des idées.

Un groupe fondé et axé sur les jeunes

Le Groupe Jeunesse a été fondé par des jeunes francophones et est exploité par ces derniers. Il est considéré comme le seul organisme qui s'attache à donner suite aux préoccupations des jeunes francophones sur le plan du racisme et de la discrimination, de l'emploi et d'autres questions importantes. Le Groupe Jeunesse continue de servir les jeunes francophones issus de minorités raciales en s'attaquant aux barrières systémiques, aidant les gens à s'intégrer dans la société et à y participer avec équité, et en les aidant à renforcer leurs capacités.



La lutte contre les obstacles et la promotion de l'équité

Le Regional Multicultural Youth Council (RMYC) est un groupe inclusif de jeunes qui a pour mandat d'améliorer les relations raciales entre les jeunes dans le Nord-Ouest de l'Ontario. Le RMYC se rend compte que les jeunes sont vulnérables aux répercussions du racisme et que cela crée des obstacles. Le Conseil travaille donc activement à une campagne soutenue pour l'égalité d'accès, de possibilités et de participation. Le RMYC accueille également les initiatives qui permettent d'éliminer la discrimination raciale et le racisme systémique.

Cibler les enfants et les jeunes

La stratégie du Conseil a été de cibler les enfants et les jeunes, modifiant ainsi leur attitudes pendant leurs années décisives sur le plan du développement. Il a atteint les peuples autochtones, les nouveaux immigrants, les réfugiés, les jeunes racialisés et a publié des manuels, des documents et des affiches destinés aux jeunes. Le RMYC représente les jeunes en siégeant à divers conseils consultatifs et comités et anime des discussions et des ateliers pour les groupes et les écoles dans la région. Le RMYC mène régulièrement des études sur la situation des relations raciales dans la région.

Habiliter les jeunes à travailler en faveur des droits de la personne

Le RMYC estime qu'il fait une différence sur le plan des relations raciales dans la région. Sa participation continue aux activités antiracistes avec différentes institutions a permis de voir à ce que les jeunes aient leur mot à dire sur les politiques; les jeunes sont habilités par la reconnaissance qui leur est accordée. Le RMYC peut toucher des milliers de jeunes de toutes les souches en produisant des ressources documentaires axées sur les jeunes. Les membres du RMYC sont des modèles positifs, mobilisant les enfants et les jeunes et en influençant les adultes de façon indirecte.



Initiatives dans le domaine de l'éducation

Éradiquer les barrières systémiques dans le domaine de l'éducation

La Black Educators Association (BEA) a été fondée en 1969 en vue d'aider les communautés néo-écossaises à élaborer des stratégies favorisant un système d'éducation privilégiant l'égalité d'accès; depuis lors, elle a joué un rôle essentiel en reconnaissant la nécessité du changement systémique au sein des services d'éducation de la province et en militant en leur faveur. La BEA estime que l'histoire canadienne caractérisée par des activités et des attitudes raciales a grandement influencé le milieu d'apprentissage actuel pour de nombreux jeunes noirs et maintient que les jeunes peuvent apprendre en dépit de ces barrières.

Défenseur des droits et concepteur de programmes

La BEA agit essentiellement à titre de défenseur des droits; elle a mis sur pied le Black Learner Advisory Committee, qui se penche sur les incidents raciaux et préconise la réparation des torts qu'ils ont causé. La BEA oeuvre en vue de favoriser, de promouvoir et de mettre en place les programmes nécessaires pour maximiser la participation des Noirs dans la province. Elle a participé à plusieurs initiatives, comme l'établissement d'une bourse, d'un camp de mathématiques et d'un tournoi de golf. Elle a également contribué à la préparation de livres d'histoire, organisé des conférences et est représentée sur de nombreux conseils. La BEA collabore avec d'autres organismes en faveur du recrutement des enseignants noirs.

Le camp de mathématiques connaît un succès retentissant

Le camp de mathématiques organisé par la BEA se tient chaque année depuis 1996, et donne d'excellents résultats. Les élèves peuvent apprendre lorsque le programme d'enseignement est pertinent sur le plan culturel et qu'il est présenté dans un milieu d'apprentissage accueillant.



Prendre les mesures nécessaires en vue d'amener une meilleure représentation chez les enseignants

La population urbaine du Canada est en voie de devenir l'une des plus diversifiées sur le plan ethnique, culturel et racial au monde. Toutefois, le bassin des enseignants est demeuré relativement homogène et blanc. Cette réalité a incité la faculté d'éducation de l'Université York, située juste au nord de Toronto, à devenir plus proactive, en élaborant des structures et des pratiques visant à assurer une représentation plus équitable de certains groupes dans le domaine de la formation des enseignants et de l'enseignement dans son ensemble.

Un accès amélioré

Des consultations menées auprès de divers groupes communautaires ont aidé la faculté à établir un processus d'adaptation institutionnel à la diversité. La faculté a mis en oeuvre un programme d'extension en vue d'assurer l'égalité d'accès. Des modifications structurelles et procédurales du processus d'admission ont permis aux groupes sous-représentés de répondre aux exigences académiques ainsi qu'aux exigences relatives à l'expérience de travail et aux entrevues. On a recruté un plus grand nombre de membres du corps enseignant et du personnel chez les groupes sous-représentés.

Augmentation de la diversité des enseignants et création d'experts en antiracisme

Le résultat le plus significatif de l'initiative d'accès est sans doute l'augmentation draconienne du nombre de demandes provenant de membres de groupes ordinairement sous-représentés dans la formation des enseignants et du nombre des admissions. Les travaux de recherche et la pratique sur l'antiracisme sont intégrés dans les programmes de formation des enseignants. Les futurs enseignants sont prêts à enseigner l'antiracisme, et les diplômés sont souvent identifiés comme des « experts en antiracisme ». Grâce à la philosophie d'équité en matière d'emploi de la faculté, 28 % des postes menant à la permanence et détachés sont détenus par des membres des minorités visibles.



Le système d'enseignement est la clé de la communication interculturelle

L'Organisation des services aux immigrants d'Ottawa-Carleton (OSIOC) reconnaît que le système d'enseignement public est un point d'accès clé pour la communication interculturelle et la mauvaise communication pour les immigrants canadiens. Le programme de liaison multiculturelle (PLM) a été conçu pour répondre aux besoins des nouveaux élèves. Seize agents de liaison multiculturelle (ALM) travaillent avec les conseils scolaires publics d'Ottawa-Carleton. Ces agents ont des rapports avec les familles, le personnel, les élèves et les autres fournisseurs de services.

Promotion de la sensibilité culturelle : un objectif commun

Les activités de programme auxquelles participent les ALM comprennent, entre autres, l'établissement de liens avec le PLM, le projet Harmony in Schools (qui fait la promotion de relations raciales positives), sensibilisation à la diversité, la participation aux activités de la Société d'aide à l'enfance, un rôle crucial sur le Community Council on Ethno-cultural Equity et le développement communautaire et le PLM. Ce dernier est unique en ce sens qu'au cours de ses activités des 10 dernières années, il a pu rapprocher les gens (parents, personnel scolaire, élèves, communauté) d'un objectif commun : la promotion d'une sensibilité culturelle.

Amélioration dans l'expérience scolaire

Parmi les progrès accomplis par le PLM, mentionnons : une plus grande participation des parents dans le système scolaire; une diminution de la tension raciale dans les écoles (en faisant la promotion de la sensibilité culturelle); ainsi que l'établissement d'un pont en vue de combler l'écart culturel entre l'école, les élèves et les familles (ce qui permet aux élèves de se sentir plus à l'aise dans le milieu scolaire). L'OSIOC est consciente du fait que le PLM doit répondre aux besoins changeants. Le programme a connu un tel succès que la demande d'ALM a fait un bond; malheureusement, il n'a pas été possible de répondre à cette demande en raison des compressions budgétaires.



L'équité pour tous

La Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles élémentaires de l'Ontario a été fondée en 1998 en vue de favoriser un climat de justice sociale en Ontario et de continuer à jouer un rôle de chef de file dans des domaines comme l'équité et la lutte contre la pauvreté et la violence. La EFTO reconnaît que nous vivons dans une société caractérisée par la discrimination individuelle et systémique à l'endroit de groupes particuliers et définit l'équité comme l'égalité rendue possible grâce à l'adoption de mesures proactives qui garantissent l'équité pour tous. La EFTO offre une gamme variée de programmes et d'initiatives de lutte contre le racisme.

Une trousse documentaire pour lutter contre le racisme

Le comité d'éducation antiraciste de la EFTO a lancé un projet intitulé « We're Erasing Prejudice for Good » en raison du besoin criant de ressources didactiques dont les enseignants peuvent se servir en classe pour préconiser les pratiques antiracistes. En juillet 1999, la EFTO a mis la dernière main à la préparation d'une trousse documentaire organisée en 10 thèmes mensuels et comprenant des plans de leçons (de la maternelle à la 8e année). La trousse contient également des activités pouvant être accomplies à l'école et dans la communauté. La lutte contre le racisme investit les élèves d'un sentiment de pouvoir.

Les enseignants ont besoin d'outils

La EFTO a appris certaines leçons utiles. La majorité des enseignants en Ontario sont des Blancs et se sentent démunis face aux questions de nature raciale. Il s'avère donc essentiel pour les enseignants de recevoir une formation pertinente. Il importe également que les outils qu'ils acquièrent à cet égard soient liés aux attentes du programme d'enseignement. Des équipes composées de membres d'origine ethnoculturelle différente doivent rédiger des documents réfléchis sur la lutte contre le racisme. La majorité des enseignants souhaitent préconiser des pratiques antiracistes mais attendent les outils pour le faire.



Innovations dans le domaine des arts

Raposte aux groupes haineux

Artistes contre le racisme (AAR) est un organisme national fondé en 1993 en réaction aux activités très répandues de groupes haineux, y compris le recrutement des jeunes. AAR s'est voué de façon proactive à la cause antiraciste, introduit son message dans la conscience publique en se servant de la puissance des campagnes de publicité. Les personnalités de la société en sont devenues les porte-parole.

Recours aux médias pour lutter contre le racisme

Parmi les programmes produisant une réaction favorable, citons les annonces d'artistes diffusées à la télévision et à la radio, les affiches, les vidéos pour l'école, les publicités par diapositives présentées avant les films (dans les cinémas d'un bout à l'autre du pays) et la publicité dans les journaux et les magazines. L'organisme a également organisé des activités comme des concerts, des tableaux d'information et PeaceRide '96 (un tour en vélo visant à sensibiliser le public au racisme). Dans le cadre de chacun de ces programmes, des artistes d'origine ethnique différente présentent la réalité de la société à l'auditoire.

La puissance de la publicité

En raison de ces activités, l'organisme a reçu des lettres de remerciements et des appels de la part d'enseignants, de parents, d'élèves et d'organismes de lutte contre le racisme. Plusieurs organismes ont demandé à s'associer aux campagnes d'AAR, ce qu'elle permet lorsqu'elle dispose du temps et de l'argent nécessaires. AAR a découvert la puissance de la publicité et sait maintenant quels programmes réussissent le mieux.



Tisser des liens entre l'art et la communauté

Headlines est une troupe théâtrale de Vancouver vouée à la justice sociale : son personnel et ses productions illustrent la diversité de la ville et du pays. Son mandat consiste à produire des pièces de théâtre, des vidéos et des films axés sur la communauté et à en faire la promotion; ces formes culturelles tirent leur origine des préoccupations de la communauté et y donnent suite. La troupe produit des pièces, des films et des vidéos qui sensibilisent la population aux responsabilités sociales, encouragent de nouveaux auditoires, enseignent des compétences favorisant le dialogue interculturel et établissent des liens entre l'art et les communautés.

Une foule d'avantages

Les nombreuses initiatives amorcées par la troupe Theatre for Living Society procurent 6 principaux avantages. Elles 1) ont recours à des modèles créateurs, novateurs et efficaces pour résoudre les problèmes d'emploi (p. ex. « Overcoming Barriers to Employment »); 2) démontrent une approche systématique/institutionnelle du changement; 3) invitent la participation de partenaires de la communauté; 4) entraînent des résultats positifs significatifs et précis (chaque projet étant conçu de façon à répondre aux besoins du groupe parrain); 5) ont la capacité d'enseigner et d'inspirer autrui; 6) favorisent la participation des minorités raciales ou des peuples autochtones à la conception ou à la mise en œuvre (« Reclaiming Our Spirits »). L'organisme a élaboré le « Forum Theatre », qui est issu de son programme scolaire antiraciste POWER PLAY.

Amorce d'un dialogue favorisant la compréhension et le changement

La troupe Theatre for Living Society travaille à différents niveaux – non seulement en vue d'illustrer l'histoire des personnes opprimées, mais de créer un milieu où l'« oppresseur » peut réévaluer ses perceptions et rompre le cycle de l'oppression. Les projets menés à l'école ont amené les membres de différents groupes ethniques à mieux se comprendre. Grâce à une forme de théâtre appelée « Forum Theatre », un espace esthétique est créé où les membres de différentes cultures peuvent amorcer un dialogue sur leurs perspectives tout en favorisant la compréhension et le changement.



Promotion de l'égalité culturelle grâce à la réforme institutionnelle

Le Conseil des arts du Canada (CAC) est un organisme national qui offre des subventions et des services aux artistes canadiens et aux organismes dans les disciplines artistiques comme la danse, la musique, le théâtre, etc. Son objectif consiste à encourager tous les Canadiens à apprécier l'art et à aider les artistes canadiens. Au cours des neuf dernières années, le CAC a participé activement à un processus de transformation institutionnelle sur le plan de l'égalité culturelle et raciale. La diversité culturelle constitue une priorité stratégique pour le Conseil. Elle est fondée sur un modèle participatif.

Élimination de barrières, éducation et initiatives de développement

Le CAC a récemment fait l'objet d'une restructuration importante au cours de laquelle la hiérarchie et la structure de ses programmes se sont effondrées ce qui a donné l'élan aux travaux en matière d'égalité culturelle. Un comité a mis en oeuvre les changements institutionnels visant à éliminer les obstacles à l'accès, a élaboré de nouvelles initiatives en réaction à la diversité et s'est attaché à sensibiliser et à former les membres du Conseil.

Pour une participation culturelle diversifiée

Les réformes ont favorisé une plus grande responsabilisation du Conseil. Le langage utilisé a été modifié et des activités lancées pour inviter les membres de la communauté de couleur à présenter des demandes d'emploi – ce qui s'est traduit par des progrès sur le plan du recrutement. Un plus grand nombre d'artistes de couleur siègent aux comités chargés de l'évaluation par les pairs. Les possibilités de subvention pour les artistes d'origine ethnoculturelle différente ont été améliorées et les programmes existants élargis. Des vidéos et des présentations d'artistes d'origine ethnoculturelle différente ont permis de sensibiliser le public.



Recours Juridiques

Le besoin d'une voix organisée

Le Conseil national des canadiens chinois (CNCC) est un organisme national oeuvrant pour la justice sociale, l'égalité et le civisme chez tous les Canadiens, en particulier ceux d'origine chinoise. Le CNCC a été fondé en 1980 en réaction à un reportage télévisé soutenant que les « étrangers » prenaient la place des Canadiens dans les universités; les communautés canadiennes chinoises se sont rendu compte qu'elles devaient disposer d'une voix organisée en vue de s'attaquer aux questions de nature sociale et de s'opposer aux différentes formes de discrimination.

Aborder les problèmes à plusieurs niveaux

À l'échelle locale, le CNCC travaille à la promotion de l'égalité et de la justice sociale en s'attaquant à diverses questions et politiques publiques. Le CNCC collabore également activement avec de nombreuses communautés marginalisées et d'origine ethnoculturelle différente en faveur de l'égalité et des droits de la personne. À l'échelle régionale, les sections locales offrent un vaste éventail de services et s'attaquent à de nombreux problèmes auxquels font face des communautés particulières. Le CNCC est intervenu au niveau de préoccupations d'ordre international en matière de droits de la personne. Il a également présenté des mémoires et déposé des plaintes aux Nations Unies sur la question de réparation des torts causés par l'application de la Chinese Exclusion Act.

Donner suite à différentes préoccupations

Grâce à ses activités, le CNCC a appuyé certaines causes provinciales ou locales comme les soins de santé, l'éducation, la législation provinciale sur les droits de la personne, la responsabilisation et les relations raciales intercommunautaires. Il a également milité en faveur de questions d'intérêt fédéral ou national, comme le droit et les politiques d'immigration, l'équité en matière d'emploi, le civisme et la représentation par les médias. Les conférences et forums nationaux du CNCC ont aidé les communautés sur le plan de l'organisation et de la planification stratégique dans de nombreux domaines.



Le dévouement envers l'égalité et la diversité dans la profession juridique

Le Barreau du Haut-Canada, organe directeur de la profession juridique en Ontario, est engagé à favoriser l'égalité et la diversité au sein de la profession. Son Service d'initiatives en matière d'équité a entrepris un certain nombre de projets visant à promouvoir l'équité et la diversité au sein de la profession ainsi qu'à voir à ce que tous les Ontariens aient accès aux services juridiques. Le Barreau du Haut-Canada reconnaît l'existence d'obstacles imposés par le harcèlement et la discrimination qui se répercutent sur l'accès à la profession juridique et à l'administration de la justice; il lutte activement contre ces obstacles.

Changement systémique et éducation : deux besoins réels

Le Service des initiatives en matière d'équité est convaincu qu'il faut opérer un changement systémique pour éradiquer toutes les formes de discrimination et que l'éducation est essentiel pour la promotion d'une profession diversifiée, accessible et non discriminatoire. En collaboration avec des groupes juridiques et communautaires, le Barreau a permis d'amorcer un dialogue sur la lutte contre la discrimination et l'augmentation de la diversité. Les objectifs du Barreau sont satisfaits grâce à des activités destinées aux élèves du secondaire et aux membres de la profession juridique; à des activités axées sur la communauté; à l'appui accordé aux élèves autochtones ou appartenant à des groupes racisés ainsi qu'à l'élaboration de politiques ou à leur modification.

Amorce d'un dialogue entre diverses communautés

Au cours des dernières années, le Barreau a vu évoluer la situation relative à l'égalité, à la diversité et au changement social. Le Barreau a établi d'excellentes relations de travail avec un certain nombre de communautés qui étaient auparavant exclues et a facilité un dialogue essentiel entre diverses communautés sur les thèmes de l'égalité, de la justice et du changement social. Le Barreau poursuivra ses efforts en vue d'accroître la diversité au sein de la profession juridique et de lutter contre la discrimination.

Éducation du public

Un manque de connaissances sur le génocide

Le génocide constitue la manifestation la plus grave de racisme et d'intolérance. Bien que le génocide se soit trop souvent manifesté au cours de l'histoire, il n'est pas ordinairement inclus dans le programme d'enseignement. Les Canadiens pour le Musée du génocide est un groupe de Canadiens qui a été fondé en 1998 en vue de promouvoir un enseignement équitable et inclusif du génocide. Il a créé et regroupé 34 associations communautaires multiculturelles représentant 21 communautés distinctes dans tout le Canada.

De multiples outils de sensibilisation

Parmi les initiatives du groupe CGM, mentionnons : 1) l'établissement d'un Musée du génocide; 2) l'organisation d'une semaine intitulée « Genocide Memorial Week » en Ontario—CGM a préparé ce projet de loi et a cherché à obtenir l'appui des membres de l'Assemblée législative. Le projet de loi 97 doit entrer en vigueur au début de 2001; 3) l'inclusion du génocide dans le programme d'enseignement— CGM collabore avec les conseils scolaires en vue de promouvoir une éducation équitable et inclusive sur le génocide au Canada. Deux conseils scolaires se sont dits intéressés à concevoir une unité d'étude sur le génocide.

L'union fait la force

CGM a établi une coalition importante et complexe à l'appui d'une initiative pédagogique destinée à lutter contre le racisme au Canada. Les membres de la coalition souhaitent que l'on étudie l'histoire du Canada de manière responsable et avec l'objectif d'apprendre par le passé. Les membres du CGM ont trouvé que l'union fait la force; en tant que coalition, ils ont pu réaliser bien plus qu'ils n'auraient pu individuellement. Ensemble, ces communautés marginalisées ont été habilitées et font preuve de leadership dans la lutte contre le racisme.

Latin American
Coalition Against Racism

 Latin American Coalition Against Racism

Lutte contre le racisme systémique

En 1999, la Toronto Police Association a présenté une affiche illustrant des jeunes d'origine latino-américaine membres d'une gang, les ciblant comme une source de criminalité. Cet événement a donné naissance au Latin American Coalition Against Racism (LACAR), coalition de groupes communautaires ontariens et de particuliers d'origine latino-américaine unis pour lutter contre le racisme systémique. LACAR respecte la diversité et en fait la promotion et souligne l'importance de s'opposer aux stéréotypes racistes. La Coalition est convaincue que le racisme est systémique et institutionnel, qu'il est associé aux hiérarchies sociales et maintenu par la discrimination.

Une solution créative

En réponse aux protestations soulevées par diverses communautés, le Toronto Police Services Board a présenté des excuses pour l'affiche, bien que l'association elle-même ne se soit pas excusée. La TTC s'est excusée et a retiré l'affiche. La Coalition a travaillé avec la TTC en vue de concevoir une nouvelle affiche en guise de réparation. Des jeunes ont participé au processus de conception et de production de la nouvelle affiche sur laquelle on peut lire « Racism is a Crime ». LACAR a entrepris d'autres initiatives, dont la création d'un site Web interactif, la diffusion à grande échelle de l'affiche, la présentation d'ateliers éducatifs et de conférences.

Une affiche pour la sensibilisation

L'affiche et les autres initiatives font partie d'une campagne destinée à sensibiliser la population aux stéréotypes et à éradiquer le racisme systémique. Des exemplaires de l'affiche ont été réclamés de la part d'enseignants, de jeunes, d'activistes communautaires, de ministères et d'autres sources un peu partout au Canada et aux États-Unis. L'affiche rappelle au public que le racisme est un crime qui a des répercussions néfastes. LACAR est en train de préparer un atelier de sensibilisation d'un jour. La Coalition a été invitée à faire des présentations à de nombreuses tribunes publiques.



 Ligue des droits de la personne de B'nai Brith Canada

Lutte contre le racisme et le sectarisme

La Ligue des droits de la personne de B'nai Brith Canada a été créée en 1970. Il s'agit d'un organisme national déterminé à lutter contre le racisme et le sectarisme. Parmi les objectifs de la Ligue, mentionnons : l'élimination du racisme et de l'antisémitisme, l'amélioration des relations intercommunautaires et la promotion des droits de la personne. La Ligue accomplit ses objectifs par le truchement d'initiatives juridiques/législatives, de programmes éducatifs, d'un dialogue interculturel et interracial et d'activités communautaires.

Établissement de relations intercommunautaires

La Ligue est déterminée à travailler en collaboration et en partenariat avec de nombreux groupes. Elle a lancé le programme de dialogue interculturel, qui établit des relations entre certains groupes de façon à favoriser la discussion sur des questions litigieuses. Parmi les initiatives qui ont connu un vif succès, mentionnons le dialogue entre les musulmans et les juifs, le dialogue entre femmes de différentes religions et le dialogue entre les Noirs et les juifs.

Trouver une cause commune : un pas important

Le relation ainsi établie constitue l'un des résultats essentiels : l'information passe librement entre les deux groupes, une relation de confiance est établie permettant ainsi la discussion des stéréotypes. Les leçons apprises dans le cadre de ce programme permettront de créer des rapports harmonieux et de renforcer la lutte contre le racisme et l'antisémitisme en trouvant une cause commune. Le modèle d'appartenance et d'inclusion qu'adopte la Ligue permet d'approfondir nos connaissances, d'améliorer notre compréhension, de favoriser la solidarité dans la lutte contre le racisme ainsi que l'égalité et l'harmonie dans notre société.



Fondements de la lutte contre le racisme

Au cours des trois dernières années, le ministère du Multiculturalisme et de l'Immigration a joué un rôle important sur le plan de la lutte contre le racisme et a entrepris des initiatives avec des partenaires de la communauté. Ces initiatives constituent le fondement des efforts déployés dans le cadre de la lutte contre le racisme en Colombie-Britannique.

Une approche à facettes multiples

Le Ministère joue un rôle très actif dans la promotion de la Journée pour l'élimination du racisme en organisant des conférences et en accordant des subventions. Depuis 1997, le Ministère organise annuellement une cérémonie de remise de prix pour reconnaître les initiatives significatives dans le domaine de la lutte contre le racisme. Il participe aux activités visant à sensibiliser le public à la lutte contre le racisme et a mis sur pied un programme de financement à l'appui des initiatives antiracistes. Une équipe chargée de lutter contre les crimes haineux a été mise sur pied en 1997; elle tient des rencontres avec des membres des communautés autochtones, donne suite aux préoccupations et trouve des solutions. Le Ministère a appuyé plusieurs écoles et municipalités en vue d'améliorer leurs réactions au racisme grâce à la mise sur pied de programmes.

Des résultats favorables à plusieurs niveaux

Les différentes initiatives ont été couronnées de succès—plus grande sensibilisation aux origines et aux répercussions du racisme et de la discrimination et élaboration de modèles d'enseignement. De nombreuses leçons ont également été apprises : il faut reconnaître les stratégies efficaces, le racisme peut être vaincu dans la communauté et grâce à l'apport des jeunes, la création de communautés harmonieuses exige le soutien des ONG et le racisme continue de faire obstacle aux peuples autochtones.



Sensibiliser le public à l'holocauste

Le Vancouver Holocaust Education Centre (VHEC) est déterminé à vaincre l'intolérance grâce à l'éducation et aux souvenirs de l'holocauste. Il lutte contre le préjudice et le racisme en sensibilisant les citoyens de la C.-B. aux événements et aux répercussions de l'holocauste. Le VHEC conçoit des ressources sur l'holocauste et des programmes pour les écoles et le public. Ses expositions interculturelles favorisent une meilleure compréhension du racisme dans l'histoire.

Élaboration de programmes d'enseignement sur la lutte contre le racisme

Le VHEC a élaboré des programmes éducatifs qui s'attaquent au racisme. Parmi les projets qu'il a entrepris, mentionnons : 1) l'élaboration d'un modèle de développement communautaire pour les programmes scolaires et publics : l'exposition Shanghai du VHEC; 2) le projet de restitution pour les survivants de l'holocauste; 3) des ressources scolaires pour l'enseignement en région rurale et à l'extérieur de la province (« trousse de découverte » qui ont recours à des copies d'artefacts originaux de l'holocauste).

Vers une meilleure compréhension du racisme dans la société

L'exposition Shanghai sert de modèle à d'autres approches collaboratrices et interculturelles pour l'éducation antiraciste. Le projet de restitution a favorisé des formes concrètes de justice pour les survivants de l'holocauste qui ont été les victimes de haine raciale. Les trousse de découverte ont sensibilisé les gens à la lutte contre le racisme en étudiant l'holocauste. En travaillant avec des enseignants et d'autres organismes communautaires, ces projets permettent de mieux comprendre et d'analyser l'histoire, le processus et l'impact du racisme sur la société.



Recherche sur les mouvements racistes

La West Coast Coalition for Human Dignity (WCHD) a été fondée en 1994 en vue de mener des initiatives de recherche communautaire et d'éducation sur les mouvements antidémocratique et raciste; elle cherche à créer des alliances entre les groupes de justice sociale et les particuliers. La WCHD collabore avec des groupes oeuvrant pour la lutte contre le racisme à l'échelle de la communauté et de la province, les écoles et les groupes de justice sociale. La WCHD est un chef de file en matière de conception et d'exécution de programmes d'éducation communautaires sur la lutte contre le racisme.

Prestation de ressources et d'activités éducatives favorisant la lutte contre la haine

La WCHD a organisé le projet « School Based Responses to Hate », qui avait pour objectif de permettre aux jeunes et aux enseignants de la C.-B. de mieux comprendre la haine, de rendre plus accessibles les ressources destinées à la lutte contre la haine et de fournir aux jeunes les outils dont ils avaient besoin pour résister à la suprématie blanche. Elle a tenu un symposium en vue de fournir aux enseignants des outils qui permettent de lutter contre la haine. Le comité de planification de l'atelier était composé de membres de groupes d'origine ethnoculturelle différente. La WCHD a dispensé neuf séances de formation à l'école aux jeunes et aux enseignants.

Joindre les éducateurs et les jeunes

Le processus de planification du symposium a permis d'établir des liens entre les groupes d'enseignants qui oeuvrent dans le domaine de la justice sociale, les activistes et les jeunes touchés par cette question. Les jeunes ayant assisté à ces séances de formation luttent activement contre la haine et le racisme dans leurs communautés. La WCHD s'est engagée à sensibiliser la population à la haine et au sectarisme, et a encouragé les enseignants à inclure l'histoire dans le programme d'enseignement quotidien.

Candidats au Prix d'excellence 2001

La Fondation canadienne des relations raciales remercie tous les organismes ayant posé leur candidature dans le cadre du Programme de reconnaissance de l'excellence 2001 et apprécie leur dévouement et leur détermination à éliminer le racisme au Canada.

Abbotsford Community Services, Abbotsford (C.-B.)
 Amherst Regional High School, Amherst (N.-É.)
 Artists Against Racism (AAR), Toronto (Ont.)
 Association of Black Social Workers, Halifax (N.-É.)
 Black Educators Association (BEA), Halifax (N.-É.)
 Calgary Police Service, Calgary (Alb.)
 Calgary Urban Indian Youth, Calgary (Alb.)
 Canadian Alliance of Black Educators, Toronto (Ont.)
 Canadian Centre for Social Justice/Young People's Press, Toronto (Ont.)
 Canadians for a Genocide Museum, Richmond Hill (Ont.)
 Child Find Manitoba, Winnipeg (Man.)
 Children's Rights Centre, Sydney (N.-É.)
 Chinese Canadian National Council, Toronto (Ont.)
 Chippewas of Nawash First Nation, Wiarton (Ont.)
 Cobequid Race Relations Advisory Committee (CRRAC), Truro (N.-É.)
 Cole Harbour Community Radio Society (CHCRS), Westphal (N.-É.)
 Community Advocates for Rights with Responsibility (CARR), Halifax (N.-É.)
 Concrete Theatre Society, Edmonton (Alb.)
 COSTI-IIAS Immigrant Services, Toronto (Ont.)
 Durham District School Board, Whitby (Ont.)
 Edmonton Chinese Community Services Centre, Edmonton (Alb.)
 Edmonton Women's Shelter, Edmonton (Alb.)
 Faculty of Education, York University, Toronto (Ont.)
 Femmes autochtones du Quebec (AFAQ), Montréal (Qué.)
 First Nations Legal Studies Program, Vancouver (C.-B.)
 Hamilton Cultural & Ethnic Mosaic Association, Hamilton (Ont.)
 Immigrant and Multicultural Services Society, Prince George (C.-B.)
 Inter-Cultural Association of Greater Victoria, Victoria (C.-B.)
 Lakehead University, Thunder Bay (Ont.)
 Latin American Coalition Against Racism (LACAR), Toronto (Ont.)
 Law Society of Upper Canada, Toronto (Ont.)
 Lawrence Heights Middle School, North York (Ont.)
 Le Groupe Jeunesse Francophone de Toronto, Toronto (Ont.)
 League for Human Rights of B'nai Brith Canada, Toronto (Ont.)
 Ministry of Multiculturalism and Immigration, Province of BC, Vancouver (C.-B.)
 Moose Jaw Multicultural Council, Moose Jaw (Sask.)
 Multicultural Association of Fredericton, Inc. (MCAF), Fredericton (N.-B.)
 Multicultural Council of Windsor & Essex County, Windsor (Ont.)
 Multicultural Society of Kelowna, Kelowna (C.-B.)
 National Indo-Canadian Council, Edmonton (Alb.)
 North York Committee on Community, Race & Ethnic Relations, Toronto (Ont.)

Ottawa-Carleton Immigrant Service Organization, Ottawa (Ont.)
 Partners Against Racism, Halifax (N.-É.)
 Peel Community- Police Race Relations Committee, Brampton (Ont.)
 Pier 21, Halifax (N.-É.)
 Pine Tree Native Centre of Brant, Brantford (Ont.)
 Regional Multicultural Youth Council (RMYC), Thunder Bay (Ont.)
 Saskatoon Indian and Metis Friendship Centre, Saskatoon (Sask.)
 Seniors Resource Centre, St. John's (T.-N.)
 Shunpiking Magazine, Halifax (N.-É.)
 Simon Wiesenthal Centre, Toronto (Ont.)
 Sioux Lookout Anti-Racism Committee (SLARC), Sioux Lookout (Ont.)
 Social Planning Council of Winnipeg (SPC), Winnipeg (Man.)
 Students and Teachers Opposing Prejudice (STOP), Red Deer (Alb.)
 The Canada Council for the Arts (CCA), Ottawa (Ont.)
 The Elementary Teachers' Federation of Ontario, Toronto (Ont.)
 The National Movement for Harmony in Canada, Toronto (Ont.)
 The Saskatchewan Intercultural Association Inc., Saskatoon (Sask.)
 The Winnipeg Chinese Cultural and Community Centre, Winnipeg (Man.)
 Theatre for Living Society (Headlines Theatre), Vancouver (C.-B.)
 Trail & District Multicultural Society, Trail (C.-B.)
 Ukrainian Canadian Civil Liberties Association, Mount Forest (Ont.)
 Vancouver Holocaust Education Centre, Vancouver (C.-B.)
 Vickers & Associates, Delta (C.-B.)
 Ville de Saint-Laurent, Saint-Laurent (Qué.)
 Westcoast Coalition for Human Dignity (WCHD), Vancouver (C.-B.)
 Women's Rights Action Coalition of Durham (WRAC), Pickering (Ont.)
 YMCA of Greater Halifax/Dartmouth, Halifax (N.-É.)

Liste de références

Artists Against Racism

1771, Avenue Rd.,
 B.P. 54511
 Toronto (Ont.)
 B3K 3B3
 Tél. : (416) 410-5631
 Téléc : (416) 927-8321

Association des enseignants noirs

2136, rue Gottinger
 Halifax (N.-É.)
 M5M 4N4
 Tél. : (902) 424-7036
 Téléc : (902) 424-0636

Canadian Centre for Social Justice/ Young People's Press

110, av. Eglinton O. bureau 200
 Toronto (Ont.)
 M4R 1A3
 Tél. : (416) 484-9395
 Téléc : (416) 484-8173

Canadians for a Genocide Museum

41, "A" Roosevelt Dr.
 Richmond Hill (Ont.)
 L4C 6V2
 Tél. : (905) 762-8987
 Téléc : (905) 762-8987

Conseil national des canadiens chinois

302, avenue Spadina bureau 507
Toronto (Ont.)
M5T 2E7
Tél. : (416) 953-1916
Télec : (416) 596-7248

Chippewas de la Première Nation Nawash

R.R. 5 Warton (Ont.)
N0H 2T0
Tél. : (519) 534-4107
Télec : (519) 534-4107

Cole Harbour Community Radio Society

160, Salmon River Rd.
Westphal (N.-É.)
B2Z 1H1
Contact: (902) 434-8376
Télec : (902) 434-7501

Community Advocates for Rights with Responsibility

B.P. 2221
1690, rue Hollis, 6e étage Howe Building
Halifax (N.-É.)
B3J 3C4
Tél. : (902) 424-3137
Télec : (902) 424-0596

Conseil scolaire du district de Durham

400, Taunton Road East
Whitby (Ont.)
L1R 2K6
Tél. : (905) 666-6933
Télec : (905) 666-6318

Edmonton Women's Shelter

3601, 118 Avenue
Edmonton (Alb.)
T5W 0Z3
Tél. : (780) 471-6709
Télec : (780) 479-8252

Faculté d'éducation, Université de York

4700, rue Keele S857 Ross Building
Toronto (Ont.)
M3J 1P3
Contact: (416) 736-2100
Télec : (416) 736-5913

Femmes autochtones du Québec

460, rue Ste-Catherine Ouest,
Bureau 610
Montréal (Qué.)
H3B 1A7
Tél. : (514) 954-9991
Télec : (514) 954-1899

Latin American Coalition Against Racism

340, rue College, bureau 500
Toronto (Ont.)
M5T 3A9
Tél. : (416) 324-0927
Télec : (416) 324-9074

Barreau du Haut-Canada

130, rue Queen Ouest Osgoode Hall
Toronto (Ont.)
M5H 2N6
Tél. : (416) 947-4052
Télec : (416) 947-3983

Le Groupe Jeunesse Francophone de Toronto

22, rue College, bureau 207
Toronto (Ont.)
M5G 1K3
Tél. : (416) 934-0589
Télec : (416) 934-0590

League for Human Rights of B'nai Brith Canada

15, rue Hove
Toronto (Ont.)
M3H 4Y8
Tél. : (416) 633-6224
Télec : (416) 630-2159

Ministry of Multiculturalism & Immigration,

Province of BC
1125, rue Howe, 2e étage
Vancouver (C.-B.)
V6Z 2K8
Tél. : (604) 775-2286
Télec : (604) 660-1150

L'Organisation des services

aux immigrants d'Ottawa-Carleton
959, rue Wellington
Ottawa (Ont.)
K2H 6L3
Tél. : (613) 725-0202
Télec : (613) 725-9054

Regional Multicultural Youth Council

Multicultural Youth Centre
711, av Victoria est
Thunder Bay (Ont.)
P7C 5X9
Tél. : (807) 622-4666
Télec : (807) 622-7271

Sioux Lookout Anti-Racism Committee

B.P. 1194
Sioux Lookout (Ont.)
P8T 1B7
Tél. : (807) 737-1501
Télec : (807) 737-2600

Social Planning Council of Winnipeg

412, av. McDermot
Winnipeg (Man.)
R3A 0A9
Tél. : (204) 943-2561
Télec : (204) 942-3221

Students and Teachers Opposing Prejudice

Lindsay Thurber Comprehensive High School
4204, 58th rue.
Red Deer (Alb.)
T4N 2L6
Tél. : (403) 347-1171
Télec : (403) 340-1676

The Canada Council for the Arts

350, rue Albert
B.P. 1047
Ottawa (Ont.)
K1P 5V8
Tél. : (800) 263-5588
Télec : (613) 566-4409

The Elementary Teachers' Federation of Ontario

480, av. University
Toronto (Ont.)
M5G 1V2
Tél. : (416) 962-3836
Télec : (416) 642-2424

Theatre for Living Society (Headlines Theatre)

350, 2nd Av. Est, bureau 323
Vancouver (C.-B.)
V5S 4R8
Tél. : (604) 871-0508
Télec : (604) 871-0209

Vancouver Holocaust Education Centre

950, av. 41st O. bureau 50
Vancouver (C.-B.)
V5Z 2M7
Tél. : (604) 264-0499
Télec : (604) 264-0497

Ville de Saint-Laurent

1375, rue Grenet
Saint-Laurent (Qué.)
H4L 5K3
Tél. : (514) 855-6101
Télec : (514) 855-6109

Westcoast Coalition for Human Dignity

P.B.P. 2285
349, rue Georgia O.
Vancouver (C.-B.)
V6B 3W5
Tél. : (604) 681-9050
Télec : (604) 681-9097

Women's Rights Action Coalition of Durham

1365, Kingston Rd.,
B.P. 66164
Pickering (Ont.)
L1V 6P7
Tél. : (905) 427-7849
Télec : (905) 427-92